



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/C.5/50/44
14 décembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
CINQUIÈME COMMISSION
Points 116 et 165 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997

SUITE DONNÉE À LA QUATRIÈME CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES FEMMES

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et application intégrale de la Déclaration et du Programme
d'action de Beijing

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution que
la Troisième Commission a recommandé à l'Assemblée générale
d'adopter dans son rapport (A/50/816)

État présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153
du règlement intérieur de l'Assemblée générale

1. À sa 56e séance, le 13 décembre 1995, la Troisième Commission a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution intitulé "Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing", qui figure dans son rapport (A/50/816). Au moment de l'adoption du projet de résolution, la Troisième Commission était saisie d'un état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution, que lui avait présenté le Secrétaire général (A/C.3/50/L.68).

2. Aux termes des paragraphes 2, 30, 32 et 33 du projet de résolution, l'Assemblée générale :

a) Ferait siens la Déclaration et le Programme d'action de Beijing tels qu'ils ont été adoptés par la Conférence (par. 2);

b) Prierait le Secrétaire général de se charger de coordonner la politique à suivre au sein de l'Organisation des Nations Unies pour la mise en oeuvre du Programme d'action et de veiller à ce que le système des Nations Unies soit guidé dans toutes ses activités, y compris la formation, par un souci d'égalité entre les sexes, conformément au paragraphe 326 du Programme d'action (par. 30);

c) Prierait également le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante et unième session, par l'intermédiaire de la Commission de la condition de la femme et du Conseil économique et social, des moyens permettant de renforcer la capacité de l'Organisation et du système des Nations Unies pour ce qui est d'appuyer le suivi permanent de la Conférence de la façon la plus intégrée et efficace possible, y compris en ce qui concerne les besoins humains et financiers (par. 32);

d) Prierait en outre le Secrétaire général de veiller à rendre plus efficace le fonctionnement de la Division de la promotion de la femme de façon qu'elle puisse s'acquitter de toutes les responsabilités que le Programme d'action a prévu de lui confier, notamment en inscrivant au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies des ressources humaines et financières suffisantes (par. 33).

I. ACTIVITÉS ENVISAGÉES DANS LE PROJET DE RÉOLUTION ET RESSOURCES NÉCESSAIRES À LEUR EXÉCUTION

3. Les activités envisagées dans les paragraphes du projet de résolution qui ont été cités plus haut relèvent du programme 27 (Promotion de la femme) du Plan à moyen terme pour la période 1992-1997, tel qu'il a été révisé¹. La Conférence de Beijing a eu lieu après l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997². Le suivi de la Conférence et, partant, les activités prévues dans le projet de résolution n'ont donc pas été programmés dans le budget en question. Il a été indiqué expressément, en particulier au chapitre 7A (Département de la coordination des politiques et du développement durable) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, que le programme 4 (Promotion de la femme) de ce chapitre pourrait être modifié en fonction des résultats de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

4. La Déclaration et le Programme d'action de Beijing³ énumèrent des actions à mener au niveau international pour assurer la promotion de la femme. Le chapitre V (Mise en place de structures) du Programme d'action, en particulier, prévoit des mesures à prendre par le Secrétaire général qui nécessiteraient un renforcement des activités et des moyens mis à sa disposition. Au moment de l'adoption du Programme d'action, le Secrétaire général a présenté un état des incidences sur le budget-programme dans lequel il attirait notamment l'attention de la Conférence sur le fait que ces incidences feraient l'objet d'une décision définitive prise par l'Assemblée générale (A/CONF.177/L.6).

5. Comme indiqué dans l'état des incidences susmentionné, le Secrétaire général a présenté ultérieurement à l'Assemblée générale un rapport exposant les grandes lignes de l'action envisagée pour amorcer les activités de suivi de la Conférence, notamment dans les domaines visés aux paragraphes 30, 32 et 33 du projet de résolution (A/50/744). Les ressources supplémentaires nécessaires qui sont indiquées ci-dessous ont trait aux activités mentionnées dans le rapport du Secrétaire général, qui se rapportent elles-mêmes à ces paragraphes.

6. Aux paragraphes 38, 50 à 61 et 87 à 89 de son rapport, le Secrétaire général présente les mesures qu'il a l'intention de prendre en application des dispositions du Programme d'action pour coordonner la politique à suivre au sein de l'Organisation des Nations Unies en vue de la mise en oeuvre du Programme

d'action et veiller à ce que le système des Nations Unies soit guidé dans toutes ses activités par un souci d'égalité entre les sexes, dispositions qui sont réaffirmées au paragraphe 30 du projet de résolution. Dans le cadre de ces mesures, et pour que le suivi de la Conférence soit assuré sur une base aussi large que possible et réponde aux attentes et aux préoccupations des principaux partenaires et groupes s'occupant des questions relatives aux femmes, le Secrétaire général a proposé de renforcer les compétences techniques auxquelles il peut faire appel à l'Organisation et au sein du système des Nations Unies en créant un conseil de haut niveau pour la promotion de la femme qui lui donnerait des avis.

7. Le Conseil, qui serait composé de 15 à 20 personnes éminentes, représentatives d'un vaste éventail d'expériences et de disciplines, contribuerait à l'instauration et au renforcement de partenariats entre l'Organisation des Nations Unies et les principaux groupes s'occupant des questions relatives aux femmes; aiderait le Secrétaire général et son Conseiller principal à faire connaître et comprendre les activités de l'ONU pour la promotion de la femme, en général, et le suivi de la Conférence, en particulier, et à mobiliser l'appui nécessaire; et porterait à l'attention du Secrétaire général et, par son intermédiaire, à celle des organes interinstitutions et intergouvernementaux compétents, les problèmes soulevés par l'application du Programme d'action et les moyens d'y remédier.

8. Le Secrétaire général désignerait des personnes éminentes qui siègeraient à titre personnel au Conseil de haut niveau, en tenant dûment compte de la représentation géographique. En supposant que le Conseil serait composé de 15 membres et qu'il se réunirait deux fois par an pendant trois jours à chaque session pour donner au Secrétaire général des avis sur les questions liées à la mise en oeuvre du Programme d'action, on évalue les ressources nécessaires (frais de voyage et frais de subsistance) à 240 000 dollars au chapitre 7A du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997.

9. Les mesures proposées aux paragraphes 36, 47, 49 et 62 à 75 du rapport du Secrétaire général correspondent aux recommandations relatives au renforcement de la contribution que le Secrétariat apporterait au suivi de la Conférence, comme indiqué aux paragraphes 32 et 33 du projet de résolution. Afin de renforcer la "capacité de l'Organisation et du système des Nations Unies pour ce qui est d'appuyer le suivi permanent de la Conférence de la façon la plus intégrée et efficace possible, y compris en ce qui concerne les besoins humains et financiers" (par. 32), le Secrétaire général a été prié de veiller à rendre plus efficace le fonctionnement de la Division de la promotion de la femme de façon qu'elle puisse s'acquitter de toutes les responsabilités que le Programme d'action a prévu de lui confier, notamment en inscrivant au budget ordinaire de l'ONU des ressources humaines et financières suffisantes.

10. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général, la Division de la promotion de la femme aura un rôle clef à jouer dans la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence et en remplissant les fonctions que le Programme d'action a prévu de lui confier pour ce qui est de fournir des services fonctionnels à la Commission de la condition de la femme et à d'autres organes intergouvernementaux intéressés, ainsi qu'au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; en ce qui concerne la coordination

/...

interinstitutions, le contrôle de l'exécution et les activités de vulgarisation; et pour ce qui est de promouvoir l'intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes, en particulier en procédant à une analyse des disparités entre les sexes. Le Programme d'action prévoit expressément un renforcement des capacités de fonctionnement et d'analyse de la Division à cet égard, et la réalisation d'études sur les facteurs qui font obstacle à la promotion de la femme. Le rapport du Secrétaire général énumère les responsabilités supplémentaires que la Division devra assumer pour fournir un appui fonctionnel accru à la Commission de la condition de la femme et en ce qui concerne la coordination interinstitutions et les activités de vulgarisation (par. 64 et 67); pour fournir un appui au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et, plus généralement, pour contribuer à renforcer le régime global de protection des droits fondamentaux des femmes (par. 66); et pour procéder à l'analyse des effets des politiques et programmes sur les hommes et sur les femmes (par. 65).

11. On a estimé que, compte tenu des responsabilités élargies qui lui ont été confiées dans ces trois domaines, il faudrait renforcer les moyens de la Division en créant trois postes d'administrateur supplémentaires (1 poste de la classe P-5 et 2 postes de la classe P-4).

12. Les attributions qui s'attachent à ces postes sont indiquées ci-après :

a) Le poste P-5 servirait à renforcer la capacité de la Division d'aider la Commission de la condition de la femme à suivre les actions menées à tous les niveaux pour appliquer les dispositions du Programme d'action, notamment au sein du système des Nations Unies, comme prévu au paragraphe 328 du Programme d'action. Ainsi que le Secrétaire général l'a indiqué dans son rapport, il s'agirait notamment d'introduire des méthodes et des concepts nouveaux pour développer le plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, en tant qu'instrument de suivi et de coordination, et de fournir un appui renforcé aux organes interinstitutions. Le poste contribuerait également à renforcer la capacité de la Division de sensibiliser les organes nationaux, les organisations non gouvernementales et d'autres institutions de la société civile, et d'établir des liens avec eux, comme prévu dans le Programme d'action;

b) Le poste P-4 contribuerait à renforcer l'appui à l'élaboration des politiques au niveau international pour assurer le suivi de la Conférence de manière efficace, et en particulier à renforcer les services fonctionnels que la Division fournirait au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, comme prévu au paragraphe 324 du Programme d'action, notamment en communiquant des données ventilées par sexe aux divers organes de surveillance de l'application des traités et en prenant des mesures pour veiller à ce que les instances de l'ONU actives dans le domaine des droits de l'homme s'intéressent systématiquement aux violations des droits fondamentaux des femmes. Étant donné l'importance accordée à l'élimination de la violence à l'égard des femmes par le Programme d'action, la Division devra renforcer sa base de données sur la question et apporter un appui accru au Comité et au Rapporteur spécial dans ce domaine. Le regroupement des compétences au sein de la Division contribuerait également à faciliter et à renforcer l'interaction avec les activités complémentaires entreprises par le Centre pour les droits de l'homme;

c) L'autre poste P-4 renforcerait les compétences techniques dont la Division dispose pour analyser les effets différents des politiques et programmes sur les hommes et sur les femmes, cette analyse étant une condition préalable essentielle à l'intégration des femmes, d'après la Conférence. Conformément au paragraphe 328 du Programme d'action, la Division devra renforcer sa capacité de mener et de coordonner des études, en procédant à des analyses des effets différents des politiques sur les hommes et sur les femmes pour examiner les liens entre la promotion de la femme et d'autres questions d'importance mondiale ainsi que les moyens de favoriser la compatibilité et la cohérence des mesures prises pour intégrer les préoccupations sexospécifiques dans toutes les activités de l'Organisation. Le poste renforcerait également les capacités de la Division en ce qui concerne l'élaboration de bases de données et de méthodes pour analyser les problèmes et tendances concernant les femmes et leur participation à la prise des décisions – un des nouveaux aspects de l'action nationale et internationale mis en relief dans le Programme d'action.

13. Les trois postes d'administrateur proposés seraient inscrits au tableau des effectifs permanents à compter du 1er janvier 1996 en tant que nouveaux postes. Les ressources nécessaires connexes afférentes aux traitements et aux dépenses communes de personnel s'élèveraient à 356 600 dollars. Un montant supplémentaire de 76 800 dollars serait requis pour les contributions du personnel.

14. Dans le contexte de l'application du paragraphe 32 du projet de résolution, le Secrétaire général se propose également d'analyser la capacité des commissions régionales de suivre la mise en oeuvre du Programme d'action au niveau régional. Il rendrait compte à l'Assemblée générale des résultats de cette analyse dans le rapport demandé aux termes de ce même paragraphe.

15. En ce qui concerne les autres services du Secrétariat qui seraient appelés à contribuer à la mise en oeuvre du Programme d'action, à savoir le Département de l'information, le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques et le Bureau de la gestion des ressources humaines, les activités envisagées sont abordées dans les paragraphes 70 à 75 du rapport du Secrétaire général. On estime qu'elles pourraient être menées à bien dans la limite des ressources globales proposées pour les services concernés dans le projet de budget-programme de l'exercice biennal 1996-1997.

II. PROPOSITIONS CONCERNANT LES ACTIVITÉS SUPPLÉMENTAIRES À INCLURE DANS LE PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997

16. Les activités supplémentaires suivantes seraient ajoutées au programme 4 (Promotion de la femme) du chapitre 7A (Département de la coordination des politiques et du développement) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, afin d'appliquer le projet de résolution à l'étude.

Chapitre 7A. Département de la coordination des politiques
et du développement durable

Programme 4. Promotion de la femme

Sous-programme 1. Égalité

1. Coopération internationale

- a) Instruments juridiques. Activités visant à promouvoir la ratification et l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

2. Services fournis aux organes délibérants

- a) Documentation à l'intention des organes délibérants

- iii) Rapports annuels à la Commission de la condition de la femme relatifs à l'élaboration d'un protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; rapport à la Commission de la condition de la femme sur la façon dont il est tenu compte des violations des droits de la femme dans les activités des Nations Unies relatives aux droits de l'homme;
- iv) Contributions éventuelles aux rapports présentés à des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme consistant à fournir des renseignements portant sur les problèmes propres aux femmes, tirés des rapports nationaux soumis par les États parties au Comité des droits de l'homme, au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, au Comité des droits de l'enfant et au Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille, dans le contexte de l'application des conventions pertinentes.

Sous-programme 2. Développement

1. Services fournis aux organes délibérants

- a) Documentation à l'intention des organes délibérants

- i) Rapport à l'Assemblée générale sur la situation des femmes dans les zones rurales, en particulier leur participation à la prise de décisions;
- ii) Rapport à la Commission de la condition de la femme sur la prise de décisions concernant le développement, dans le cadre du suivi de la mise en oeuvre du Programme d'action.

Sous-programme 3. Paix

2. Publications

Supports techniques. Élargissement de la base de données sur les femmes occupant des postes de responsabilité, de façon à y inclure des renseignements sur les femmes ayant un pouvoir de décision au niveau subnational et dans les organisations internationales, et mises à jour annuelles.

Sous-programme 4. Suivi, examen et évaluation de la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme

2. Services fournis aux organes délibérants

a) Documentation à l'intention des organes délibérants

- i) Rapports annuels à l'Assemblée générale sur les mesures prises par les organismes des Nations Unies pour appliquer le Programme d'action;
- ii) Rapport à la Commission de la condition de la femme sur la mise en oeuvre du plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme.

b) Groupes spéciaux d'experts et travaux préparatoires connexes. Une réunion d'un groupe spécial d'experts chargé d'élaborer des directives pour l'utilisation du courrier électronique à l'appui du programme relatif à la promotion de la femme (fonds extrabudgétaires).

4. Coordination, harmonisation et liaison. Appui fonctionnel aux organes interorganisations, notamment à l'équipe spéciale interinstitutions mentionnée au paragraphe 38 du rapport du Secrétaire général, et appui au conseiller principal du Secrétaire général. Contributions – portant sur les problèmes propres aux femmes – aux activités des autres équipes spéciales créées par le Comité administratif de coordination comme suite à des grandes conférences des Nations Unies.

III. CONCLUSIONS

17. Les ressources supplémentaires totales nécessaires pour exécuter les nouvelles activités examinées dans les paragraphes 6 à 8 et 11 à 13 ci-dessus se chiffrent à 596 600 dollars. Il faudrait prévoir en outre un montant de 76 800 dollars au titre des contributions du personnel correspondant aux postes supplémentaires proposés plus haut, qui serait compensé par l'inscription d'un montant équivalant au chapitre premier des recettes (recettes provenant des contributions du personnel).

18. On se souviendra que, conformément aux procédures établies par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 du 19 décembre 1986 et 42/211 du 21 décembre 1987, il est créé pour chaque exercice biennal un fonds de réserve destiné à couvrir les dépenses additionnelles qui résultent des décisions des organes délibérants pour lesquelles aucun crédit n'est inscrit au

/...

budget-programme. En outre, chacun des états des incidences sur le budget-programme et des projets de prévisions révisées doit prévoir des possibilités de financement autres que le fonds de réserve pour les nouvelles activités proposées.

19. S'agissant des dépenses additionnelles d'un montant de 596 600 dollars qui résulteraient de l'application du projet de résolution, il s'avère qu'aucune activité prévue au chapitre 7A ne pourrait être annulée, reportée, réduite ou réaménagée durant l'exercice biennal de manière à permettre de financer les activités supplémentaires prévues dans le projet de résolution.

20. Si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution A/C.2/50/L.64, les activités décrites plus haut dans le paragraphe 16 devraient être ajoutées au programme prévu au chapitre 7A (Département de la coordination des politiques et du développement durable) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997.

21. Il faudrait inscrire un crédit supplémentaire de 596 600 dollars au chapitre 7A (Département de la coordination des politiques et du développement durable) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, sous réserve des critères d'utilisation et de fonctionnement du fonds de réserve. En outre, il faudrait inscrire un montant de 76 800 dollars au chapitre 32 (Contributions du personnel), qui serait compensé par l'inscription d'un montant équivalant au chapitre premier de recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

Notes

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 6 et rectificatif (A/47/6/Rev.1 et Corr.1), vol. II.

² Ibid., Cinquantième session, Supplément No 6 (A/50/6/Rev.1), vol. I.

³ A/CONF.177/20 et Add.1, chap. I, résolution 1, annexe.
